

# Entretien avec Stéphane Beaud

« La conviction ancrée chez nombre de parents est que le salut social passe uniquement par l'école »

**Stéphane Beaud**, sociologue, professeur des universités à l'université de Poitiers. Son dernier ouvrage, *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, a été publié à La Découverte en 2018. Entretien réalisé par Régis Guyon en juillet 2018.

**Régis GUYON.** Votre dernier ouvrage, *La France des Belhoumi*, propose de suivre le parcours d'une famille d'origine algérienne de son installation en France en 1977 à aujourd'hui. Et à travers cette famille, on suit les cinq enfants de cette fratrie, qui ont tous suivi un destin singulier. Mais avant d'aborder ces parcours de vie, est-il possible de dresser le portrait de cette jeunesse des quartiers populaires issus de l'immigration ?

**Stéphane BEAUD.** La première caractéristique est la différence de parcours entre les garçons et les filles. On parle à ce sujet de sociologie du genre. J'utilise comme outil de comparaison des panels de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la performance et de la prospective<sup>1</sup>) qui s'intéresse aux élèves à l'entrée en 6<sup>e</sup> depuis 45 ans. Et l'enquête réalisée par

Annick Kieffer et Yaël Brinbaum<sup>2</sup> montre que 42 % des garçons d'origine maghrébine sont en retard à l'entrée en 6<sup>e</sup> contre 27 % pour les filles, écart qui ne cesse de s'accroître au collège<sup>3</sup>. Sur les différences entre filles et garçons, l'enquête TEO<sup>4</sup> a révélé également des points importants, mais des différences existent à l'intérieur même de l'immigration. Par exemple, on peut constater que les élèves d'origine asiatique obtiennent de meilleurs résultats que les ceux d'origine turque ou maghrébine. Mais ces statistiques, aussi essentielles soient-elles, ne rendent pas toujours bien compte des histoires et des parcours familiaux. Des données cruciales, comme la composition d'une fratrie, n'apparaissent pas dans la plupart des enquêtes, alors que ce critère est pris en compte dans le classement des établissements en éducation prioritaire mis en œuvre par l'Éducation nationale. Il y a un effet important de la socialisation différenciée garçon-fille que j'ai évoqué notamment

---

1 Voir à ce titre, le numéro 95 de la revue *Éducation et Formations*, « Les panels d'élèves de la DEPP : source essentielle pour connaître et évaluer le système éducatif », décembre 2017.

---

2 Consulter l'enquête sur <http://media.education.gouv.fr/file/21/0/5210.pdf>

3 Cayouette-Remblière J. (2016), *L'École qui classe. 530 élèves du primaire au bac*, Paris, PUF.

4 Enquête « Trajectoires et origines » de l'Institut national d'études démographiques et de l'Institut national de la statistique des études économiques publiées en janvier 2016 sur la diversité des populations en France.

dans 80 % au bac... et après ?<sup>5</sup>. Les filles intègrent davantage dès l'école primaire que la seule issue passe par la réussite scolaire à l'inverse des garçons. À noter que la question du mariage reste une donnée essentielle.

**R. G.** Ce que Germaine Tillion avait écrit dans *Le harem et les cousins*<sup>6</sup> sur la reproduction des comportements que les mères transmettent à leurs filles et les pères à leurs fils.

**S. B.** La projection que font les filles de leur avenir passe par l'école. Les familles immigrées appartiennent majoritairement aux classes populaires, sans capital social. Une majorité d'immigrés, dont 80 % sont issus des classes populaires, ne disposent pas de réseaux professionnels via leurs parents, ce qui justifie le choix de bac pro ou de formations en apprentissage. La caractéristique principale des immigrés maghrébins, bien établie depuis 20 ans par la sociologie de l'éducation, est la conviction ancrée chez nombre de parents que le salut social passe uniquement par l'école. Salut scolaire qui peut être espéré bien souvent indépendamment des résultats scolaires obtenus. Ce qui n'est pas sans poser problème pour l'institution scolaire et les enseignants, de ce fait bien vite accusés de « racisme ».

**R. G.** Dans vos travaux, vous insistez également sur le discours positif des familles concernant la société et la volonté de s'inscrire dans cette société française.

**S. B.** Les immigrés de la précédente génération ont transmis à leurs enfants cette notion d'intégration sociale. Ce qui a changé depuis dix ans, c'est l'apparition de profils proches de Mohamed Merah,

qui semble avoir grandi dans une sorte de « haine » de la France. La génération de Monsieur Belhoumi est typiquement celle des immigrés qui ont choisi de venir s'installer en France pour y avoir une vie meilleure qu'en Algérie. C'est un investissement

pour la famille et pour l'avenir. Le discours misérabiliste sur les immigrés occulte la réalité de ce choix. Les filles Belhoumi, tout le long des entretiens que j'ai pu avoir avec elles, insistent d'ailleurs sur cette chance de leur venue en France au regard du sort de leurs cousines restées en Algérie.

“

**Il n'y a donc pas de fatalité à l'échec**

”

**R. G.** Quelles corrélations peut-on faire entre la réussite scolaire et l'insertion de ces jeunes ?

**S. B.** Sur l'adéquation formation-emploi, on peut d'emblée souligner que pratiquement toutes les filles, qui ont obtenu Bac +3, Bac +4, ont choisi de travailler dans des secteurs du service public ou parapublic. Pour des questions peut-être idéologiques mais aussi pour la sécurité du travail. La famille Belhoumi est, en ce sens, représentative des classes populaires françaises qui veulent se protéger de la précarité et du chômage en choisissant des métiers du service public; choix qui correspond de surcroît à un altruisme social lié à leur éducation et aux familles nombreuses. Les filles, qui ont suivi des études qualifiantes et exercent des métiers spécifiques dans le secteur médico-social, font la fierté de leurs parents. Le cas des garçons est intéressant dans la mesure où ils ont réussi à faire leur place dans la société, malgré l'échec de leur parcours scolaire. Ils ont en revanche bénéficié de l'aide et du soutien de leurs sœurs. Il n'y a donc pas de fatalité à l'échec.

**R. G.** Un portrait d'une certaine jeunesse se dessine-t-il derrière cette famille ?

**S. B.** Il est important de souligner qu'au sein de cette famille, il existe en fait deux générations d'enfants,

5 Beaud S. (2003), *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte.

6 Tillion G. (2015), *Le harem et les cousins*, Paris, Seuil.

celle née dans les années 70 et celle née dans les années 80. Grosso modo, dans les années 1970, l'état s'est desserré en France pour ces enfants d'immigrés des cités, alors que dans les années 1980, la politisation passe par la religion<sup>7</sup>. Je cite l'exemple de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983<sup>8</sup> dont l'effet direct a été l'accès à la carte de séjour de 10 ans. Cette durée de 10 ans est essentielle car elle ouvre une temporalité aux familles et permet d'envisager un avenir possible pour leurs enfants. Jusque dans les années 1970 et 1980, les crimes racistes étaient fréquents et la forte mobilisation sociale contre cette violence raciste a eu des effets positifs. Pour la seconde génération, née dans les années 1980, l'entrée dans la vie active se dessine à partir de la seconde moitié des années 1990, au moment où la question religieuse prend de plus en plus de place. Sami Zegnani montre dans son ouvrage<sup>9</sup> que les salafistes apparaissent dans les années 1996-1998, et cette installation et légitimation vont s'accroître encore par les effets des émeutes et du départ des classes populaires stables, y compris immigrées, des quartiers populaires. Les jeunes de cité d'aujourd'hui ne sont donc évidemment pas les mêmes que ceux des années précédentes : les événements du 11 septembre 2001 les ont placés dans la position de musulmans, de « suspects permanents » selon l'expression d'Ahmed Boubeker. On peut penser que la socialisation résidentielle a eu un impact puissant sur leur destinée du fait de l'effet de groupe et de son influence.

**R. G.** La question de l'orientation en fin de 3<sup>e</sup>, le « grand partage » selon l'expression d'Ugo Palheta<sup>10</sup>, influence-t-elle les destins des jeunes ?

**S. B.** L'enjeu concernant l'orientation en fin de 3<sup>e</sup> est considérable. Il importe de ne pas postuler d'emblée une intention de discrimination chez les enseignants. Les orientations vers le lycée professionnel, fondées sur les notes de 3<sup>e</sup>, évitent souvent un échec assuré en seconde générale. C'est une sorte de principe de précaution même s'il n'est pas interprété comme tel par les principaux concernés et leur famille. D'autant que 20% des élèves sont réorientés après la seconde, ce qui est considérable. Les sociologues doivent insister sur le caractère objectif de ces décisions d'orientation. Perçues comme discriminantes, elles alimentent la victimisation. De surcroît, la réalité des collèges évolue rapidement, ainsi que la population des quartiers qui est constituée d'immigrés mais plus généralement de personnes vivant dans la précarité et l'instabilité, relevant du RSA avec ou sans papier, des familles monoparentales, des femmes divorcées, qui perdent le contrôle sur leurs enfants, etc. Ce qu'illustre parfaitement l'ouvrage majeur de Mathias Millet et Daniel Thin<sup>11</sup>.

**R. G.** Vous indiquez les effets des émeutes puis des attentats du 11 septembre 2001 sur l'image des habitants des quartiers populaires, et singulièrement des familles qu'on appelle aujourd'hui musulmanes – ce qui est déjà en soi un effet important sur notre regard collectif sur notre société. Mais quel a été l'effet des attentats et du fait du contexte particulier de 2015 ?

**S. B.** J'ai écrit un article en avril dernier pour *Le Monde diplomatique* qui évoque cette stigmatisation systématique suite aux attentats<sup>12</sup>. L'effet est dévastateur pour des familles maghrébines comme les Belhoumi et vient saper tout le travail d'intégration antérieur des parents. C'est comme une mécanique infernale, implacable, difficile à contrer.

7 À lire également Boubeker A. (2018), « Itinéraire de la jeunesse des banlieues populaires en France », *Diversité*, n° 193, p. 34-39.

8 La Marche pour l'égalité et contre le racisme s'est déroulée entre le 15 octobre et le 3 décembre 1983 entre Marseille et Paris.

9 Zegnani S. (2013), *Dans le monde des cités. De la galère à la mosquée*, Rennes, PUR.

10 Voir Palheta U. (2011), « Le collège divise. Appartenance de classe, trajectoires scolaires et enseignement professionnel », *Sociologie*, vol. 2, n° 4, p. 363-386.

11 Millet M., Thin D. (2012), *Ruptures scolaires. L'école à l'épreuve de la question sociale*, Paris, PUF.

12 Stéphane Beaud, « Une famille algérienne de France », *Le Monde diplomatique*, n° 769, avril 2018, p. 28.

Les attentats ont été vécus comme une sorte de tsunami moral pour les familles immigrées intégrées. Azouz Begag a parlé de « consolation nationale » suite à la victoire des bleus à la finale du mondial 2018<sup>13</sup>. C'est un choc aussi du côté de ceux qui sont solidaires et envisagent la possibilité de construire un avenir ensemble. Il est aussi important pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui, d'intégrer l'histoire des relations internationales, l'interconnexion du monde, les réseaux. Les jeunes se tiennent informés de ce qui passe dans le monde et sont concernés par la politique internationale. Ils voyagent beaucoup et sont construits par leur vision du monde extérieur.

---

13 Azouz Begag, « Il n'y a plus de revendication identitaire sur les terrains de foot », *Le Monde*, 13 juillet 2018.